COMMUNE DE SAINT-LAURENT
PROCES-VERBAL SEANCE CONSEIL MUNICIPAL

5 JUIN 2021

Le cinq juin deux mille vingt-et-un à neuf heures, le Conseil Municipal dûment convoqué le 1^{er} juin 2021, s'est réuni à la salle des fêtes Zizou Unal, à Saint-Laurent, sous la présidence de Madame Jocelyne TREVISAN, Maire.

PRESENTS : TREVISAN Jocelyne, GHILARDI Stéphanie, HENAFF Ludovic, MINER Bernadette, DELOGE Stéphanie, GODEFROY Fabien, TROUGNAC Marie-Claire, FRAU Emilie, VERZEGNASSI Alain, CLUA Guy, LAFERRIERE Maxime.

ABSENTS, EXCUSES : DELMAS Manon, CUEVAS Patricia, BOUSQUET Thomas.

POUVOIRS : DELMAS Manon à GHILARDI Stéphanie ; CUEVAS Patricia à DELOGE Stéphanie ; BOUSQUET Thomas à TREVISAN Jocelyne.

Secrétaire de séance : MINER Bernadette.

ORDRE DU JOUR :

- *Lecture et approbation procès-verbal de la séance du 10/04/2021.*
- *Communication et débat sur le compte-rendu Chambre Régionale des Comptes.*
- *Affectation du résultat du Centre Communal d'Action Sociale.*
- *Création poste adjoint technique à temps complet.*
Proposition d'adhésion à la convention d'accompagnement pour la reprise des services antérieurs, avec le CDG 47.
- *Création poste adjoint technique à temps non complet (école).*
- *Création poste adjoint administratif contractuel à temps non complet.*
- *Mise en place du Règlement Général de Protection des Données.*
- *Désignation correspondant défense.*
- *Renouvellement convention école.*
- *Autorisations occupation domaine public :*
 - . *comité des fêtes 03/07/21*
 - . *USPL Marchés gourmands*
- *Chenil fourrière : proposition de services et achat équipement.*
- *Elections des 20 et 27 juin : constitution des bureaux de vote.*
- *Questions diverses.*

Madame le Maire demande l'accord du conseil municipal pour ajouter le point ci-après à l'ordre du jour :

- *Transfert de compétence « autorité organisatrice de la mobilité » à la communauté de communes du Confluent et des Coteaux de Prayssas.*

Le Conseil Municipal donne son accord.

LECTURE ET APPROBATION PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 10/04/2021.

Le procès-verbal de la séance du 10 avril 2021 est approuvé.

COMMUNICATION ET DEBAT SUR LE COMPTE-RENDU CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES.

Madame le Maire précise que le compte-rendu de la CRC a été communiqué à chaque conseiller municipal. Pas d'observation.

A souligner la bonne tenue des comptes de Marie-Claire, sur les derniers mandats car il n'y a que 2 petites erreurs (imputation).

AFFECTATION DU RESULTAT DU CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE.

Madame le maire rappelle la décision en date du 26/09/2020 de dissoudre le Centre Communal d'Action Sociale au 31/12/2020.

Il convient de transférer le résultat de clôture dans le budget de la commune.

Au vu du compte administratif 2020 du CCAS, l'excédent de fonctionnement s'élève à la somme de 1 302.71 € ; le résultat de la section d'investissement est de zéro.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- De procéder à la clôture du budget du CCAS,
- De transférer le résultat de clôture (excédent 1 302.71 €) au budget de la commune.

CREATION POSTE ADJOINT TECHNIQUE A TEMPS COMPLET.

Le Conseil Municipal, considérant la nécessité de créer un emploi d'adjoint technique en raison d'un départ à la retraite, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, décide de créer un emploi d'adjoint technique (échelle C1 ; Indice brut 354, indice majoré 330) à temps complet à compter du 01/07/2021.

Fonctions exercées : entretien et maintenance des bâtiments communaux, entretien des espaces verts (tonte, élagage, plantations), entretien matériel (remise en état, échanges de pièces, réparations).

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans cet emploi sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Le conseil Municipal autorise Madame le Maire à effectuer les démarches et à signer les documents nécessaires.

PROPOSITION D'ADHESION A LA CONVENTION D'ACCOMPAGNEMENT POUR LA REPRISE DES SERVICES ANTERIEURS, AVEC LE CDG 47.

Madame le Maire présente la proposition du CDG 47 pour une prestation d'accompagnement à la nomination de stagiaire et à la reprise des services, qui consiste à réaliser le calcul en vue de la reprise des services antérieurs de l'agent et ainsi déterminer son classement. Le tarif de cette prestation s'élève à 100 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide d'adhérer à la prestation d'accompagnement à la nomination de stagiaire et à la reprise des services, proposée par le CDG47. Il autorise Madame le Maire à signer la convention.

CREATION POSTE ADJOINT TECHNIQUE A TEMPS NON COMPLET (ECOLE).

Madame le Maire informe le conseil municipal de la démission de Mme Carine Rivière et du souhait de Mme Jacqueline Frau de ne pas renouveler son contrat.

Le conseil municipal autorisa Madame le Maire à effectuer un appel à candidatures en vue de la création de nouveaux postes pour la rentrée scolaire.

CREATION POSTE ADJOINT ADMINISTRATIF CONTRACTUEL A TEMPS NON COMPLET.

Le Conseil Municipal, considérant la nécessité de créer un emploi d'adjoint administratif en raison du départ à la retraite de la secrétaire de mairie, après en avoir délibéré, et à l'unanimité, décide de créer un emploi d'adjoint administratif 1^{ère} classe contractuel, (échelon 3, indice brut 412, indice majoré 368) à temps non complet (20 h 00 hebdomadaires), dans les conditions de l'article 3-3 3° de la loi du 26 janvier 1984, à compter du 06/07/2021.

Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent nommé dans cet emploi sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Le conseil Municipal autorise Madame le Maire à procéder au recrutement de l'agent, à effectuer les démarches et à signer les documents nécessaires.

Madame le Maire précise que la personne recrutée sera également recrutée par la mairie de Bazens à raison de 20 heures hebdomadaires. Les permanences en mairie seront les mardi et jeudi de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h 30 et le mercredi de 8 h 00 à 12 h 00.

MISE EN PLACE DU REGLEMENT GENERAL DE PROTECTION DES DONNEES.

ADHESION A LA CONVENTION RGPD ET DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES

Madame le Maire expose au Conseil Municipal que le Règlement Général sur la Protection des Données est entré en vigueur le 25 mai 2018 dans tous les pays de l'Union européenne et s'applique à toutes les collectivités.

Ce texte instaure un nouveau principe responsabilisation : les collectivités devront adopter et actualiser des mesures techniques et organisationnelles leur permettant de s'assurer et de démontrer à tout instant qu'elles offrent un niveau optimal de protection des données personnelles traitées.

Le RGPD impose également aux collectivités l'obligation de mise en place d'un délégué à la protection des données (DPD).

Aussi le CDG 47 met en œuvre un nouveau service au profit des collectivités lot-et-garonnaise. Ce dernier se décompose en deux niveaux d'intervention :

- Le premier correspond à un accompagnement à la mise en œuvre de cette réglementation et à un partage de moyens avec le délégué à la protection des données (DPD) nommé par la collectivité, dit « Forfait Conseil et Moyens DPD » avec pour objectifs d'assister et mettre en commun des outils au profit du DPD de la collectivité concernée.
- Le second correspond à la mutualisation d'un DPD, agent du CDG 47, au profit des collectivités intéressées, dit « Forfait DPD mutualisé » et dispense la collectivité d'en nommer un pour ses propres besoins. L'intervention du DPD dans la collectivité se divisera en deux phases. La première, dite « Phase initiale », aura pour objectif de mettre en conformité la collectivité avec le RGPD. La seconde phase, dite « Abonnement DPD mutualisé », aura pour objectifs d'assurer un suivi dans la mise en œuvre du RGPD et de couvrir toute intervention du DPD mutualisé si nécessaire.

Madame le Maire demande donc au Conseil de se positionner sur la proposition du CDG 47 et précise qu'une Convention devra être concrétisée entre la commune et le CDG 47 si un des forfaits proposés est retenu.

Madame le Maire présente le coût des forfaits proposés pour les communes de :

- De 500 à 999 habitants, Etablissements publics et Budgets annexes de 8 à 9 agents :
 - o « Forfait Conseils et Moyens DPD » : 1 000 € par an
 - o « Forfait DPD mutualisé » :
 - Phase initiale (N) : 290€ la journée
 - Phase abonnement (N+1) : 700 € par an

Le Conseil municipal après en avoir délibéré,

- DECIDE de recourir au service du CDG 47 pour la mise à disposition d'un délégué à la protection des données (DPD) mutualisé au profit de la collectivité, dans le cadre du « forfait DPD mutualisé »
- DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal à l'article prévu à cet effet.
- CHARGE Madame le Maire d'effectuer toutes les démarches en ce sens.

DESIGNATION CORRESPONDANT DEFENSE.

Le conseil municipal, à la majorité (1 abstention Frau Emilie), désigne Madame Frau Emilie.

RENOUVELLEMENT CONVENTION ECOLE.

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal la proposition de renouvellement de la convention avec la commune de Bazens pour l'accueil des élèves des écoles de Bazens et Saint-Laurent, à la rentrée de septembre 2021, de la façon suivante :

- *Ecole de BAZENS :*
 - o *Maternelles* - *TPS, PS, et MS*
 - o *Cycles 2* - *CE1 et CE2*
- *Ecole de SAINT-LAURENT :*
 - o *Cycle 1* - *GS et CP*
 - o *Cycle 3* - *CM1 et CM2*

En accord avec l'organisateur des transports scolaires,

Une convention est établie entre les deux communes afin de définir toutes les modalités.

Madame l'Inspectrice de circonscription a donné un avis favorable.

Le Conseil Municipal donne son accord à l'unanimité et autorise Madame le Maire à signer la convention entre les communes de Bazens et St Laurent pour l'année scolaire 2021/2022.

TRANSFERT DE COMPETENCE « AUTORITE ORGANISATRICE DE LA MOBILITE » A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CONFLUENT ET DES COTEAUX DE PRAYSSAS.

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5211-17 et L5214-16
- Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités et notamment son article 8 ;

- Vu la délibération de la Communauté de Communes Confluent et Coteaux de Prayssas en date du 25 mai 2021, relative à la prise de compétence organisation de la mobilité

Considérant que la Loi d'Orientation des Mobilités laisse la possibilité aux intercommunalités de devenir Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) et de prendre la compétence organisation de la mobilité, après accord de leurs communes membres selon la règle de la majorité qualifiée avant le 30 juin 2021 ;

Considérant qu'il convient donc de proposer au conseil municipal de se prononcer sur le transfert de la compétence « organisation de la mobilité » à la Communauté de communes du Confluent et Coteaux de Prayssas ;

La loi du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) a pour objectif de couvrir l'ensemble du territoire national par une Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) locale. Jusqu'à présent, seules les communautés d'agglomérations, les communautés urbaines, et les métropoles étaient obligatoirement AOM à l'échelle intercommunale.

L'objectif de la LOM est d'assurer l'exercice de la compétence mobilité « à la bonne échelle » territoriale, selon le principe de subsidiarité et en favorisant notamment les relations entre les intercommunalités et les régions.

Ainsi, la LOM redéfinit le schéma-type d'organisation territoriale de la compétence « mobilité » autour de deux niveaux de collectivités :

- la région, AOM régionale pour un maillage du territoire à son échelle,
- l'EPCI, qui peut décider de devenir AOM locale à son échelle, afin de développer des solutions de mobilité adaptées aux besoins de son territoire.

Cette compétence peut être exercée sans reprendre les transports actuellement gérés par la Région. En effet, la LOM prévoit que même si la Communauté de communes prend la compétence AOM, la Région continue d'organiser les services non urbains et scolaires sur son territoire, y compris ceux intégralement inclus dans le périmètre de l'EPCI. Il ne s'agit donc pas de remettre en cause ce qui fonctionne aujourd'hui.

Cette prise de compétence par la Communauté de communes du Confluent et Coteaux de Prayssas présenterait l'intérêt de mettre en place une offre de mobilité locale, complémentaire à l'offre régionale. La LOM n'imposant aucune échéance concernant la mise en place de nouveaux services de transport locaux, chaque territoire pourra progresser à son rythme, en fonction des financements disponibles.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de se prononcer sur le transfert de la compétence « organisation de la mobilité » à la Communauté de communes du Confluent et Coteaux de Prayssas, sans reprise des services de transports régionaux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

Donne un avis favorable au transfert de la compétence « organisation de la mobilité » à la Communauté de communes du Confluent et Coteaux de Prayssas

Autorise Madame le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

AUTORISATIONS OCCUPATION DOMAINE PUBLIC :

. COMITE DES FETES 03/07/21

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le comité des fêtes de Saint-Laurent à occuper le domaine public communal, esplanade face à la mairie, du samedi 3 au dimanche 4 juillet 2021, à l'occasion d'une Soirée Musicale.

. USPL MARCHES GOURMANDS

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise l'association « Union Sportive Port-Sainte-Marie/Saint-Laurent » à occuper le domaine public communal, esplanade face à la mairie, le samedi, du 10 juillet au 28 août 2021, à l'occasion des « Marchés gourmands ».

. ASSO ZUMBA

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise l'association ZUMBA à occuper le domaine public communal, esplanade face à la mairie, les mardis et vendredis.

CHENIL FOURRIERE : PROPOSITION DE SERVICES ET ACHAT EQUIPEMENT.

Le conseil municipal, à l'unanimité, ne souhaite pas acquérir d'équipement, nous cotisons au syndicat.

ELECTIONS DES 20 ET 27 JUIN : CONSTITUTION DES BUREAUX DE VOTE.

Etablissement des bureaux de vote et des permanences.

QUESTIONS DIVERSES.

- Remerciements à Alain Verzeznassi qui a passé l'épaveuse car le service voirie n'était pas encore intervenu.
- SYNDICAT Transports Scolaires : réélection président, pas de changement.
- Journée citoyenne : intervention sur l'atterrissement, participation des lycéens de Nérac.
- Fossés : 2 devis pour le broyage et curage - 13 000 € et 5 700 € - une réunion avec les propriétaires riverains sera organisée afin de fixer les règles de l'entretien à l'avenir.
- Projet d'acquisition de mobilier pour la salle de réunion et le secrétariat de mairie.
- Sentier pédagogique : présentation sur site des outils de notre parcours et repérage des lieux de mise en place des bornes, mercredi 9 juin avec la communauté de communes.
- Mme le Maire informe le conseil de la donation de M. Léon Raffin. La succession est en cours chez le notaire. Le conseil municipal autorise Madame le Maire à signer les pièces nécessaires pour l'acceptation.
- Une étude pour la réhabilitation de la maison sera réalisée avec un architecte.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 11 h 00.